

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'environnement
et de la concertation locale

ARRÊTÉ

Arrêté de mise en demeure

LE PRÉFET DE SAÔNE ET LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

SOCIETE MASSON
«Aux Sordats»
71118 Saint-Martin-Belle-Roche
Carrière «Les Sordats»

N° 10-03547

VU le titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement, notamment ses articles L 514-1 et R512-39-1 à R512-39-6,

VU l'arrêté préfectoral n° 94-1609-D2-B2 du 30 juin 1994 autorisant la société MASSON à exploiter une carrière de pierres calcaires sur le territoire de la commune de Saint-Martin-Belle-Roche, lieudit «Les Sordats», pour une durée de 15 ans,

Considérant que l'échéance d'autorisation est fixée au 30 juin 2009,

Considérant que l'exploitant n'a pas déposé de dossier de renouvellement de l'autorisation pour cette carrière,

Vu le rapport de M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne du 11 août 2010,

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société MASSON dont le siège social est situé aux Sordats – 71118 Saint-Martin-Belle-Roche est mise en demeure, sous un délai **de trois mois**, de déposer un dossier de cessation d'activité conforme aux articles R512-39-1 à R512-39-6 du code de l'environnement pour sa carrière de Saint-Martin-Belle-Roche.

ARTICLE 2 :

Si l'exploitant ne défère pas, dans les délais impartis, à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3-DELAI ET VOIE DE RECOURS :

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4-EXECUTION ET COPIES :

Madame la secrétaire générale de la Préfecture et M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société MASSON et dont copie sera faite à

- M. le maire de Saint-Martin-Belle-Roche
- M. le responsable de l'unité territoriale de Saône-et-Loire de la DREAL de Bourgogne à Mâcon.

Mâcon, le 19 AOUT 2010



Thierry LATASTE